SYNDICAT DES IMPRIMERIES DE PRESSE ET DE LA COMMUNICATION

APPEL A MOBILISATION DU SIPC-CGT

Dans un contexte social plus que délicat, où le mépris des uns conforte la précarité et donc la colère des autres, il devient plus que difficile de comprendre la politique de ce gouvernement. Comment un ministre de l'intérieur, ne peut trouver d'autres mots que « dégueulasse » pour exprimer son sentiment face à un exemple de liberté d'expression !

Depuis le drame de Charlie Hebdo, il nous semblait clair que monsieur Castaner était Charlie (comme sa présence aux commémorations cette année de ce drame en témoigne), en réalité c'est la lie sans le Charles, sorte de LBD sans viseur !

Cette condamnation de l'affiche d'Info'com, qui ne fait suite qu'à une démonstration pédagogique scandaleuse de nos forces de l'ordre face a des gamins apeurés, n'est en fait que la négation d'une réalité dont vous êtes responsable ainsi que l'ensemble du gouvernement, sur les agissements de votre police, récemment condamné par l'ONU ! Votre « en même temps » glisse peu à peu vers une politique à géométrie variable, en effet :

-Vous êtes Charlie et condamnez une affiche exprimant un avis

-Vous ne voulez aucune ingérence dans la crise institutionnelle de l'Algérie, mais pourtant vous soutenez l'opposition étasunienne au Venezuela

-Vous fustigez les rassemblements du samedi et invitez pourtant chaque citoyen à s'exprimer lors de grands débats !

Cette politique mortifère, n'est que la pale représentation que ce gouvernement se fait de la démocratie, ce n'est pas celle-ci que vous défendez mais une dictature ploutocratique, qui n'a que cesse de vouloir servir les seuls intérêts pour lesquels vous avez été élu ! Les détenteurs du capital, ne seront jamais les défenseurs de notre démocratie et de nos libertés. Vous avez décidé de sacrifier nos valeurs sociétales au profit de l'argent et des puissants, en agitant les peurs et en surutilisant la répression policière.

Comment nier les dizaines de victimes, comment nier les revendications d'un peuple, nous rêvons d'une société future, pas simplement d'un diktat économique, qui confisquerait nos libertés, nos démocraties, sous couvert de sécurité. Cette demande de condamnation d'une liberté d'expression, est l'étage supérieur de la fusée de l'ultra-libéralisme, en effet, aujourd'hui pour le gouvernement, le but est de museler la parole, l'information !

Toute la logique des nouvelles réformes repose sur des objectifs bien précis qui touchent l'ensemble du salariat : la destruction des garanties collectives, la réorientation des politiques publiques au service des actionnaires et de l'entreprise, le démantèlement des services publics livrés par pans aux marchés, des modifications profondes de notre modèle républicain, dans le cadre d'une société basée sur l'individualisation des rapports sociaux. Cette logique doit être préservée de toute contestations ou débats, ainsi le musellement de l'information et des libertés d'expression doivent permettre de passer les pires coups que fomente ce gouvernement.

C'est pourquoi, le SIPC appelle à deux jours de mobilisation, le 18 mars pour participer au rassemblement initié par Info'Com au **36 rue du BASTION à 13h30** (ça ne s'invente pas) pour que la liberté d'expression soit autre chose qu'une simple posture, et le **19 à 14h jardin du Luxembourg** pour refuser le projet sociétal que ce gouvernement tente de nous imposer.

« La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité ! » A. Camus